

# Ce que l'absence de politique fait à nos vies

par

Frédéric Gilli

---

NOVEMBRE 2022

#Politiques publiques #Société #Élections / Démocratie

---

**Les changements de vie que l'on observe depuis la sortie des confinements ne peuvent se comprendre uniquement en termes de psychologie individuelle. Dans la lignée des questionnements apparus au moment du Grand débat national, ils révèlent un immense besoin d'expression, de débat et de délibération collective sur nos projets de société, auquel il devient urgent de répondre.**

Depuis le confinement, pas un mois ne se passe sans un reportage présentant des « changements de vie », certains réussis, d'autres plus difficiles. Comme cette jeune cadre supérieure partie à l'étranger, interviewée sur M6 le 18 décembre 2021, nombreux sont ceux qui partagent un besoin de se retrouver et de redonner un sens à leur existence : « *A Paris j'étais dans une sorte de spirale, je bossais beaucoup sans avoir le sentiment d'être vraiment utile* ».

La façon dont ce phénomène est documenté renvoie à l'idée de choix individuels et convoque presque exclusivement des dimensions intimes voire psychologiques. Les témoignages portent rarement des revendications politiques en tant que telles. Même les « retours à la terre » sont construits et présentés de manière personnelle, à la différence de ce qui avait pu marquer les années 1970. L'accumulation de ces « nouvelles vies » depuis plusieurs années constitue pourtant un véritable fait sociologique. Les premières études d'après confinement confirment d'ailleurs à la fois le phénomène et son amplification : hausse de 5 points des Français souhaitant déménager et notamment de ceux qui souhaitent changer de région[1], hausse de 15 points des Français envisageant une reconversion professionnelle (de 33% en 2015 à 47% en 2021 selon les chiffres du Cereq[2] et de France Compétence[3]), sentiment global de vivre une grosse fatigue[4]...

Saisie comme phénomène social, la frénésie actuelle a quelque chose de désarmant. À écouter les habitants des différents territoires, tous semblent penser que l'herbe est plus verte ailleurs. Prise à l'échelle globale, ces interrogations peuvent sembler assez vaines car, s'ils se matérialisent différemment, les mêmes dilemmes se retrouvent dans tous les territoires, tous les métiers ou tous les modes de vie : ceux qui se plaignent de l'absence de nature en ville seront peut-être les mêmes qui, une fois à la campagne, déploreront leur éloignement des emplois ou l'absence de services publics à proximité... Passé l'effet de nouveauté d'un déménagement ou d'une reconversion, les mêmes questions existentielles ont de grandes chances de revenir[5].

Reste que ces changements de vie ne se font pas au hasard. Un jeune infirmier rencontré en 2019 et qui songeait à se reconvertir dans l'agriculture biologique, changement de vie radical s'il en est, expliquait ainsi son questionnement : « *je préfère éviter que les gens tombent malade plutôt que de me tuer à essayer de les soigner...* ». La crise de sens que ces reconfigurations révèlent n'est ni spécifiquement française, ni ne date du confinement : en matière de rapport au travail, par exemple, le développement des « bullshit jobs » avait été analysé dès 2013 par David Graeber[6]. La

déshumanisation et l'isolement progressif auxquels nos vies sont contraintes illustrent quant à eux ce qu'Ulrich Beck, après Max Weber, décrivait dès 1988 comme la « *cage d'acier de la modernité* »[7] : administrations publiques ou privées hyper bureaucratiques, villes transformées en espaces bétonnés normés, univers de travail automatisés, bulles virtuelles...

Changement de cadre de vie, de métier ou de niveau d'engagement dans la société, ces décisions sont ainsi l'écho individuel d'une crise de sens globale qui affecte de larges majorités des citoyens dans les démocraties occidentales. Cette accumulation de « défections »[8] individuelles en réponse au sentiment de solitude et d'impuissance qui se diffuse interroge de fait l'échec de la politique : car ce serait son rôle de créer les cadres collectifs permettant à chacun de dépasser les limites de ce qu'il lui est individuellement permis d'espérer. C'est à elle de permettre la confrontation des ressentis, analyses et visions du monde, et d'instituer le débat sur ce qui constitue le bien commun. Il lui revient de forger des espérances et des moyens d'action partagés. Elle ne le fait pas.

Au-delà des difficultés matérielles évidentes dans lesquelles l'incapacité de discuter pacifiquement de toute réforme plonge le pays, nous mesurons aussi quotidiennement ce que l'absence de politique fait à nos vies intimes. Dans une période de bouleversements comme celle que nous vivons, cette absence de débat et délibération fait le lit d'une société anémique. Comme le pointait déjà Durkheim à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les frustrations et jalousies qui en résultent contribuent à la déprime individuelle et collective ambiante. Les citoyens déplorent le fait d'être à la fois privés de tout pouvoir sur leur vie et d'être démunis pour le faire savoir. De plus, chacun restant seul face à ses doutes et ses angoisses, les pensées les plus viles prospèrent. La mise en jachère des espaces de débat démocratique favorise ainsi en même temps la démission civique des parties les plus modérées de la population et des poussées réactionnaires de plus en plus violentes.

### ***Pandémie, gilets jaunes : l'empilement de crises aux ressorts communs***

La situation n'est pas nouvelle. Ces changements de vie semblent autant de tentatives éperdues pour trouver individuellement des issues à des questions existentielles déjà présentes avant la pandémie mais que les citoyens considéraient alors dans un cadre politique plus global. La façon dont la société sort de la pandémie ne peut ainsi être dissociée de ce que les Français avaient exprimé au moment du Grand débat national et de la crise des Gilets jaunes.

Les questions soulevées alors ouvraient un vaste espace propice à des discussions approfondies. Travail, création de valeur et contribution à la société, habitat, territoires et services publics, bien-être et mode de vie : sous l'aspect d'aspirations décousues voire contradictoires, des controverses orthogonales à tous les silos administratifs se sont nouées dans le pays. Mélangeant les sujets habituels des politiques publiques (dette, retraites, 35h, chômage, services publics) elles réinterrogeaient globalement la place de la France dans le monde, son modèle économique et social comme son inscription territoriale. Elles appelaient les dirigeants à redéfinir les priorités du pays et à le faire en partant directement de ce qu'expriment les habitants. Trois ans et une série de confinements plus tard, les failles qu'elles soulignaient demeurent. Le parallélisme est même troublant entre les trois controverses nationales collectivement formulées pendant les gilets jaunes et les trois terrains investis par les personnes qui tentent de réinventer individuellement leur vie après la pandémie.

Ils cherchent de nouvelles voies professionnelles pour redonner du sens à leur travail ? C'était l'un des sujets qui animait les réunions publiques et les ronds-points : au-delà des questions classiques d'âge de départ à la retraite, de salaire, d'aides sociales ou de code du travail, les participants posaient le débat de manière politique : savoir *à qui* et *à quoi* contribue notre investissement ! Autour du travail se nouait une série d'interrogations bien vivaces aujourd'hui : l'adaptation de la France aux nouveaux modes de production et la juste rétribution des contributions de chacun, la compétitivité de nos entreprises et de nos salariés, l'indépendance de nos choix industriels dans une économie globalisée, mais aussi les objectifs assignés à notre système de formation, la façon d'apprécier la

contribution de nos jeunes, de nos anciens ou des aidants à la richesse nationale, la place et la valeur du temps travaillé dans nos vies, etc... Chacun se demande si son travail est épanouissant et s'il est justement rémunéré ? La question très spécifique du métier que chacun se choisit n'est que la traduction personnelle d'un débat collectif qui nous manque sur la façon dont nous envisageons notre place dans l'économie planétaire de demain, sur le rôle et la place du travail dans les rapports sociaux et politiques à construire et sur la façon de reconnaître les contributions de chacun.

Ils déménagement pour changer d'air et de paysage ? La crise des Gilets jaunes pointait explicitement les ambiguïtés qui se nouent autour de nos territoires et des relations entre eux. Les velléités de départ constatées aujourd'hui concrétisent l'inanité du débat politique sur le sujet ces dernières années et son incapacité à bâtir des villes et des campagnes où les gens vivent bien. Au lieu de quoi, on a parlé de « France périphérique », on a opposé les villes et leurs banlieues, les métropoles et les campagnes dans un débat stérile. De fait, le pays ne fonctionne plus de cette façon cloisonnée et parcellisée, si tant est que cela ait été le cas un jour : loin des débats sur les « compétences des collectivités locales » et des tableurs Excel, les Français expriment un rapport sensible, complexe et empreint de valeurs aux paysages, aux terroirs ou aux quartiers dans lesquels ils vivent. Quand on prend le temps de se tourner vers eux[9], ils rappellent leur attachement à un équilibre historiquement cultivé entre la pluralité des identités et des cultures attachées à chacune des petites patries qui composent la France et un modèle social très avancé partagé par tous. Ils voient les campagnes remodelées par les lotissements, les cités populaires traversées par les vagues d'industrialisation et de désindustrialisation, les cœurs de ville de plus en plus réservés aux plus riches... Et ils décrivent aussi la façon dont les services publics semblent incapables de s'adapter à l'évolution des populations en évoquant les fermetures des bureaux de poste ou le fait que l'on aille « *de plus en plus vite de Paris à Marseille et de moins en moins vite de Verdun à Bar-le-Duc* » comme le remarquait un professeur d'EPS rencontré dans la Meuse. Jeunes, aînés, ruraux, habitants des centre-villes comme des quartiers populaires, tous se disent abandonnés et se sentent impuissants. C'est cette impuissance qui ressort dans leur quête d'un ailleurs en partie idéalisé...

Ils cherchent un nouvel équilibre dans leur engagement personnel ? Confrontés à la fois à des injonctions puissantes pour respecter l'environnement et à des inégalités évidentes pour tout le monde, les manifestations des Gilets jaunes étaient en eux-mêmes une manifestation de cette énergie. Une phrase revenait souvent au moment de commenter ce qui se jouait autour des ronds-points : « *les gilets jaunes, ils étaient heureux* ». Ils interrogeaient aussi nos modes de vie et les conditions auxquelles les réinventer : sur qui doivent porter les efforts, à quelles conditions ces efforts sont acceptables pour chacun et pour le pays, etc. Depuis la qualité de notre nourriture jusqu'à la fiabilité du système de soin, en passant par la nécessité de retrouver de la convivialité, la question de savoir comment « bien vivre » sourdait de tous les échanges bien avant les confinements.

Nous le relevions avec Laurent Sablic à l'issue du Grand débat national[10], ces trois controverses, éminemment politiques, appelaient des prolongements démocratiques pour permettre la redéfinition de l'intérêt général au nom duquel se décident les politiques publiques. Elles n'ont trouvé aucune traduction ni pendant le grand débat national ni après : le pays a été laissé dans une sorte de jachère démocratique et les citoyens en état d'apesanteur politique.

La pandémie n'a fait que précipiter la maturation de ces problèmes et questionnements collectifs. Modèles urbains inadaptés, crises d'approvisionnement, fragilité de notre modèle industriel, réinvention précipitée des modèles d'organisation salariaux et réévaluation des métiers de « première ligne », services médicaux en déshérence, retour de la nature en plein cœur de nos villes... Les citoyens ont pu constater la pertinence des questions qu'ils se posaient déjà auparavant.

Face à l'urgence qui devenait soudain tangible, quelques personnes ont été prises de frénésie militante, mais un grand nombre de citoyens ont à l'inverse accéléré leur désengagement public : prendre du recul et constater que l'on puisse « se sentir mal dans une France qui va bien[11] » donne un tour psychologique aux questions que l'on se pose. La crise a ainsi conduit chacun à réinterroger

sa propre vie, instruisant à l'échelle individuelle les débats collectifs laissées en souffrance. Faute de débat politique sur le sens et la valeur du travail de chacun au sein d'un modèle économique et industriel repensé, la tentation est grande de chercher seulement à changer de travail. Faute de débat politique permettant d'espérer de vrais changements dans l'organisation et l'animation de nos territoires pour que nos vies y soient plus paisibles, fraternelles et agréables à vivre, la tentation est grande de quitter le navire pour aller chercher ailleurs une herbe plus verte. Faute de mise en discussion large et ouverte de nos modes de vies et de la fuite en avant qui les caractérise, la tentation est grande de se retirer du monde et se déclarer fatigué de tout.

### ***Discuter des fins plutôt que des moyens***

Du point de vue électoral, ce divorce entre les citoyens et la vie politique se retrouve dans le niveau extrêmement faible de la participation à tous les scrutins, même ceux qui semblaient jusque-là épargnés : en France, le taux d'abstention était ainsi de 58% au second tour des municipales de 2020, de 65% aux régionales de 2021, de 28% au second tour des présidentielles de 2022, et de 54% au second tour des législatives suivantes... Ces chiffres constituent presque tous des records et sont même systématiquement plus élevés de 15 à 20 points pour les jeunes[12].

Il est pratique, pour les élus, de se dédouaner et de blâmer les citoyens pour cette non-participation électorale. Elle est pourtant largement le reflet, dans les urnes et du côté des électeurs, de la disparition d'une dimension politique dans la conduite des affaires publiques qui est le fait des dirigeants eux-mêmes : quand on prend le temps d'écouter les citoyens parler de la façon dont évoluent le monde, leur pays, leur territoire ou leur entreprise, ils partagent des analyses très fines. Et ils expliquent très clairement les raisons qui les conduisent à s'éloigner de ceux qu'ils appellent parfois « les politiciens » : ils pointent l'écart entre les questions abordées sur les plateaux télévisés et leurs propres préoccupations, ils parlent de « jeux de rôles », de dés pipés par les sondages et les médias, ils se plaignent de la violence des mots et des attitudes... Les citoyens sont toujours intéressés par la politique mais ils se détournent de la « vie politique ».

La place prise par les « boîtes à outils »[13] administratives dans les discours des décideurs, le fait qu'ils raisonnent à partir de grilles thématiques et qu'ils cherchent à raisonner les habitants plutôt qu'à réfléchir partir des problèmes perçus et vécus sur le terrain, tout cela porte aussi une part de responsabilité dans le décrochage civique contemporain. Qu'il s'agisse d'économie, d'écologie, d'éducation ou de sécurité, la gestion et l'optimisation paramétrique des moyens ont pris le pas sur la discussion politique des fins. Ces approches techniques produisent des solutions qui font délibérément l'économie de toute politique. Cette primauté de l'expertise et des instruments[14] se retrouve dans la nature des échanges entre élus et citoyens, qui se résument souvent à un implicite : « dites-nous ce que vous en pensez mais, surtout, laissez faire les professionnels ». De fait, la défiance des habitants envers leurs élus répond à une défiance symétrique (et beaucoup plus problématique) des dirigeants envers leurs concitoyens. S'ils ne prennent pas le temps de discuter avec eux des questions importantes, c'est qu'ils pensent que ce n'est pas utile.

Concrètement, les élus relèguent le recueil et l'analyse de la parole des habitants à la marge de leurs priorités. Même les « concertations » officielles ne sont que les faux-nez d'une volonté de « faire de la pédagogie » et de « mieux communiquer ». La façon dont les sujets sont mis en débat, le choix des questions à l'agenda, les publics ciblés, tout répond à des préoccupations technocratiques. Les possibles dimensions politiques des échanges sont évincées *a priori* de ces moments. Faute de lieux et de temps pour débattre pacifiquement et de manière organisée des grandes décisions publiques, ni les grandes orientations qui les inspirent, ni les hypothèses et modèles au nom desquels elles sont construites ne sont discutés au sein de nos démocraties.

La fuite des décideurs devant leurs propres responsabilités démocratiques est compréhensible : pour un pouvoir s'estimant fragile, accepter de discuter très ouvertement de ses projets c'est risquer que non seulement les politiques proposées mais les objectifs poursuivis voire la lecture du monde

qui les fonde puissent eux-mêmes être désavoués par le débat. Cette prévention systématique des dirigeants à mettre en discussion les « fins » de leurs actions n'est pourtant pas admissible tant elle pèse aujourd'hui lourdement sur nos vies à tous. Pour eux, le risque à court terme serait d'ailleurs largement compensé par les gains à moyen terme d'une plus grande confiance dans leurs concitoyens et dans la démocratie. Le partage des décisions permet en effet une résilience beaucoup plus grande des politiques : c'est un des avantages comparatifs les plus nets des systèmes démocratiques[15]. Dans une période aux repères bousculés comme celle que nous vivons, il est d'autant plus incompréhensible de ne pas miser dessus que, de surcroît, il immunise largement les décideurs contre l'enfermement dans des dynamiques d'auto-aveuglement mortifères.

### ***Déréliction générale et urgence démocratique***

Les preuves se multiplient ces derniers mois de la défaillance des modèles d'organisation et de gestion utilisés ces dernières décennies : qu'il s'agisse d'énergie (impréparation, pertes de compétences techniques et dépendance), de mobilité (négligence du fret et du réseau des villes moyennes, sous-investissement dans l'entretien), du bâtiment (retards dans la réhabilitation du bâti, effondrement d'immeubles, espaces publics ou privé dysfonctionnels), de l'école, la police ou l'hôpital (recrutements en hâte de personnes à peine formées), la France semble débordée. Le pays avait pourtant su construire dans les décennies d'après la guerre et jusqu'au début des années 1990 de grands acteurs industriels, des services publics robustes et une ingénierie puissante adossés à une vision du pays et de son avenir... Les politiques publiques qui les portaient ont été déconstruites en catimini : il aurait été plus efficace (et plus démocratique) de les mettre en discussion au prisme du nouveau contexte dans lequel nous vivons, afin d'envisager les conditions de leur actualisation (ou de les dénoncer). La situation actuelle n'a donc rien d'une fatalité : elle résulte de décisions largement non assumées. Souvent présentées comme des choix contraints, elles nourrissent le sentiment des citoyens de ne pas peser sur les affaires de la cité. D'autres modalités de travail, plus démocratiques, peuvent toutefois être déployées – sans préjuger, d'ailleurs, que cela se traduise par des choix publics nécessairement différents à la fin, simplement des choix plus... démocratiques.

Les citoyens n'étant plus dupes du théâtre d'ombre joué devant eux, ils finissent par douter de la force et la légitimité de nos institutions. Il y a certes des alternances électorales où des partis politiques différents prennent le pouvoir, mais le sentiment général exprimé par la population est que le pouvoir est capté et que les changements de têtes ne se traduisent en réalité par aucun changement de fond dans l'orientation des politiques publiques. Les raisons objectives de ce ressenti ont été largement documentées par les sciences politiques : « new public management », gouvernance par les nombres[16], politique par les instruments[17]... Il n'en demeure pas moins que, pour la société dans son ensemble, l'absence de débat politique est mortifère car elle s'auto-alimente : la citoyenneté n'est pas innée, elle demande à être cultivée. Pour reprendre les termes de John Dewey, c'est parce qu'un public varié discute des questions qui concernent chacun de façon différente que ces questions se constituent en sujets politiques et, réciproquement, c'est en discutant de ces sujets politiques que les membres du public se constituent comme citoyens.

Les dirigeants semblent parfois espérer que la démobilisation des habitants leur permettra plus facilement de mettre en place les « réformes nécessaires ». Ils devraient au contraire se mobiliser massivement pour traiter de manière explicite le sujet de la démocratie car la défiance des citoyens les condamne à l'inefficacité. En cette période de crises successives, les évolutions qui s'annoncent vont se traduire par des changements de situations personnelles très importantes. Des industries, des métiers et des territoires entiers vont devoir se réinventer quand d'autres seront plutôt épargnés, sans que le mérite en revienne particulièrement aux habitants ou aux salariés eux-mêmes. Cela augure de conflits répétés sur fond de justice sociale, similaires à ceux que le pays a connus pendant l'hiver 2018-2019. S'il n'existe pas d'espace démocratique permettant de discuter la façon de formuler les enjeux et la légitimité des choix publics engagés ou si l'écologie remplace

simplement l'économisme comme rationalité supérieure, les gouvernements quels qu'ils soient se heurteront à un mur. C'est contre une politique environnementale considérée nécessaire par l'ensemble du Parlement que les Gilets jaunes comme les Bonnets rouges se sont mobilisés... Pour éviter que la société n'entre dans une guerre civile larvée permanente entre « gagnants » et « perdants » (guerre d'autant plus dévastatrice que tout le monde connaîtra des pertes au fil des événements à venir), des politiques publiques simplement « plus efficaces » ne suffiront pas. Il va falloir discuter des valeurs communes et partagées.

S'ils ne débattent pas publiquement de l'intérêt général des orientations qu'ils poursuivent, les dirigeants auront beau jeu de dénoncer l'inconstance des citoyens ou leur individualisme : ils ne feront qu'aggraver la crise démocratique profonde où nous sommes. S'ils veulent « forcer » des décisions au motif qu'elles leur semblent « bonnes », ils mettront en danger la capacité réelle de notre pays et notre continent à engager les transformations nécessaires de manière efficace, c'est à dire massivement, collectivement et dans la durée.

Cette refondation suppose de pouvoir directement discuter la légitimité des questions posées. Le problème, pour les élus, n'est pas de faire mieux accepter la logique de certaines solutions par rapport à d'autres : le défi actuel auquel ils sont confrontés est de refonder l'intérêt général qu'ils sont censés représenter et au nom duquel ils disent agir. Recruter de nouveaux experts, différents des précédents, ne suffira pas. Vu le niveau de défiance accumulé, aucun gouvernement, même après une alternance, ne pourra éviter de commencer par repartir de ce que disent les habitants : aller chercher leurs ressentis, permettre d'établir leurs constats et débattre de leurs analyses. Que ce soit au travail comme dans la vie locale et nationale, il y a urgence à créer les lieux et les moments qui facilitent ces discussions collectives, ne serait-ce que pour permettre aux dirigeants de s'assurer que les cadres mêmes dans lesquels ils inscrivent leurs politiques publiques sont bien adoués collectivement.

Se montrer à la hauteur de cette promesse démocratique<sup>[18]</sup> appelle une mutation des partis politiques et des grandes institutions, au premier rang desquelles l'appareil d'État et ses cadres techniques. Ils doivent être en mesure de travailler à partir de ce qu'ils entendent sur le terrain dans les villes, les villages ou les entreprises. Les citoyens sont instruits, connectés au monde, concernés par les questions de leur temps : il est plus que temps de leur faire une place et de les écouter pour construire, avec eux, les cadres politiques dans lesquels se déploie l'action de la puissance publique. Partis, élus, fonctionnaires, experts, militants associatifs : cette ouverture est une responsabilité collective. Il y a urgence.

### **Frédéric Gilli**

Économiste, statisticien, professeur à l'école urbaine de Sciences Po, associé de l'agence de concertation Grand Public, il a récemment publié *La promesse démocratique*, Armand Colin, 2022.

---

[1] « Observatoire des ancrages et arbitrages sur les lieux de vie », mars 2020, disponible sur le site de l'Observatoire société et consommation, lobsoco.com

[2] « Se reconverter c'est du boulot. Enquête sur les travailleurs non qualifiés », Céreq Bref, n°418, Février 2022.

[3] « Parcours de reconversion professionnelle », Rapport de France compétences, 1 février 2022.

- [4] Jérôme Fourquet, Jérémie Peltier, « Grosse fatigue et épidémie de flemme : quand une partie des Français a mis les pouces », note de la Fondation Jean Jaurès, 11 novembre 2022.
- [5] L'étude Obsoco déjà citée souligne que quel que soit le sujet (familles ou amis, lieu de travail, supermarchés, médecins, pharmacies, cinémas, salles de sport, cafés, gares...) les distances actuellement observées dans les territoires ciblés par les candidats au déménagement sont presque systématiquement supérieures à la distance maximale qu'ils déclarent envisager pour vivre bien...
- [6] David Graeber, *Bullshit jobs*, Les Liens qui libèrent, 2018.
- [7] Ulrich Beck, *La société du risque*, Flammarion, 2008 (1986)
- [8] Albert Hirschmann, *Defection et prise de parole*, Fayard, 1995 (1970).
- [9] Frédéric Gilli et Laurent Sablic, « Présidentielle 2022 : le débat national que de nombreux Français attendent », *Huffington Post*, 23 septembre 2021.
- [10] Frédéric Gilli et Laurent Sablic, « Pourquoi les Français sont entrés dans le nouveau monde avant Emmanuel Macron », *Huffington Post*, 6 mai 2019.
- [11] Hervé Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien*, Éditions de l'Aube, 2019.
- [12] Élisabeth Algava et Kilian Bloch, « Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser », 17 novembre 2022, *Insee Première*, N°1929.
- [13] « *Tous les outils sont là. Ces outils vont maintenant être mis en œuvre. (...) Je veux insister sur cette boîte à outils. (...) J'ai le devoir de faire sortir la France de la crise et donc, je vais y mettre tous les moyens. Je vous ai dit, déjà, toute la boîte à outils.* » », François Hollande, 28 mars 2013.
- [14] Patrick Le Galès et Pierre Lascoumes, *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po, 2004.
- [15] Amartya Sen, *La démocratie des autres*, Rivages, 2005 (1996)
- [16] Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, 2015.
- [17] Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, *Gouverner par les instruments*, Presses de Sciences Po, 2004.
- [18] Frédéric Gilli, *La promesse démocratique – Place aux citoyens !*, Armand Colin, 2022